

Secrétariat général  
pour l'administration**SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST****MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES  
MARCHE A PROCEDURE FORMALISEE**

(Art. L2124-2 du code de la commande publique)

**OBJET DU MARCHE**

Marché n° 25PRNS038  
**CESSON SEVIGNE – 35 – Quartier LESCHI- SCORPION E2**  
**Etude Géotechnique G1 ES-PGC**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)****PERSONNE PUBLIQUE**

ETAT – MINISTERE DES ARMEES  
Service Infrastructure de la Défense Nord-Ouest  
Quartier Margueritte – BP14 – 35998 RENNES cedex 9

**CONDUITE DES OPERATIONS**

Service Infrastructure de la Défense Nord-Ouest  
SD INV – Bureau Conduite des Opérations (BCO) de RENNES  
Quartier Margueritte – BP14 – 35998 RENNES cedex 9

## Cahier des Clauses Techniques particulières

### 1. Présentation des opérations :

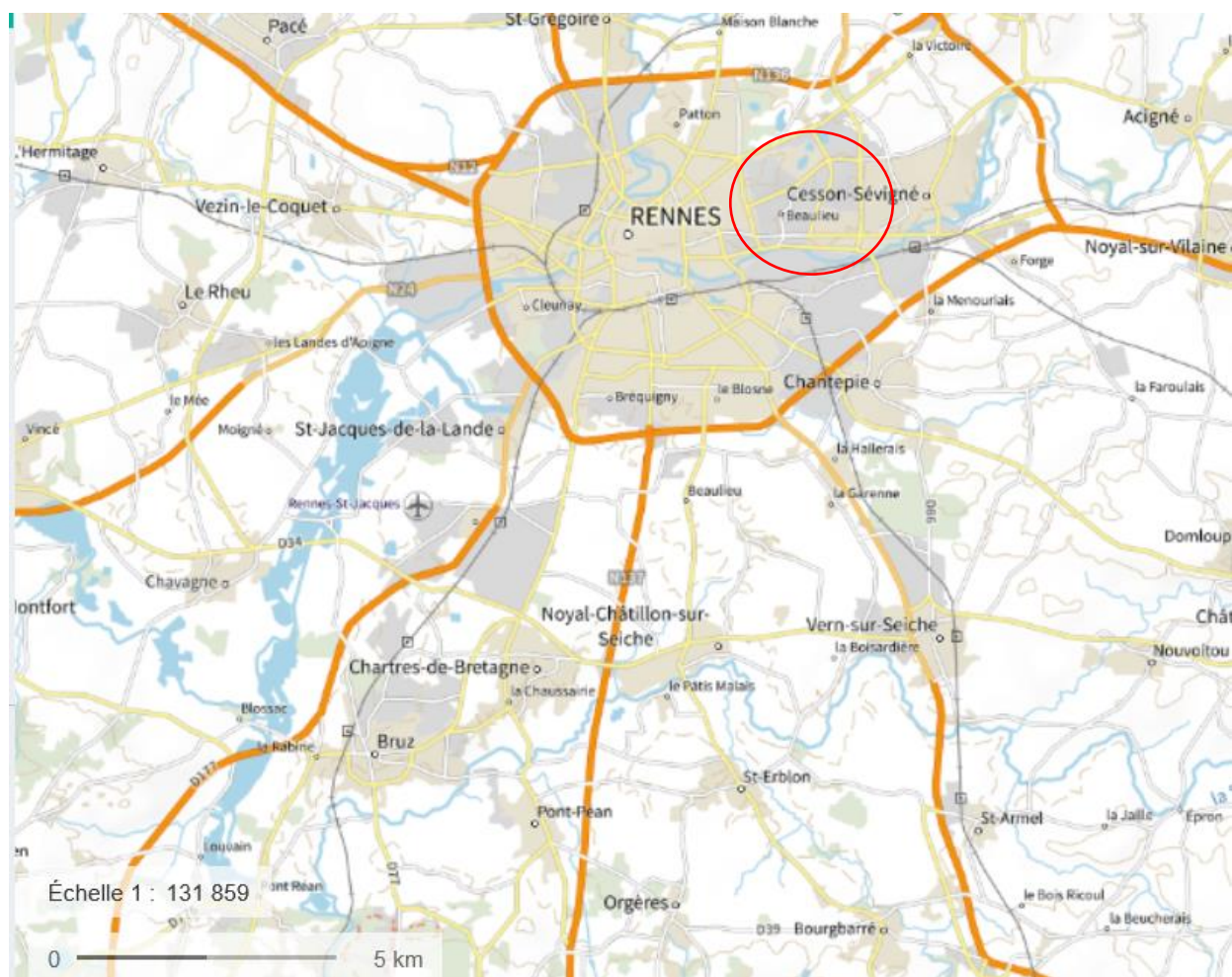
#### Contexte :

Dans le cadre du projet **SCORPION étape 2**, des infrastructures neuves seront créées et d'autres réhabilitées.

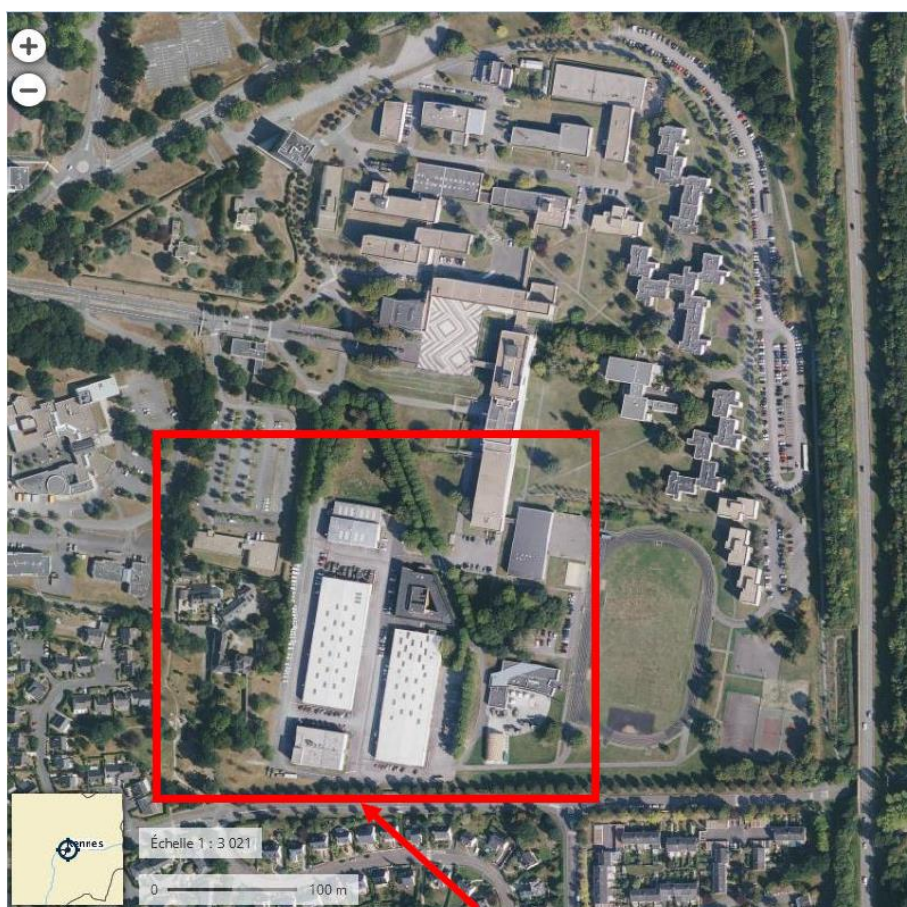
Ces ouvrages seront destinés au stockage, à l'entretien mécanique d'engins lourds (PTAC 25 t).

#### Localisation :

Le projet est localisé dans la ville de CESSON SEVIGNE (35), au sein du quartier LESCHI.



Quartier LESCHI

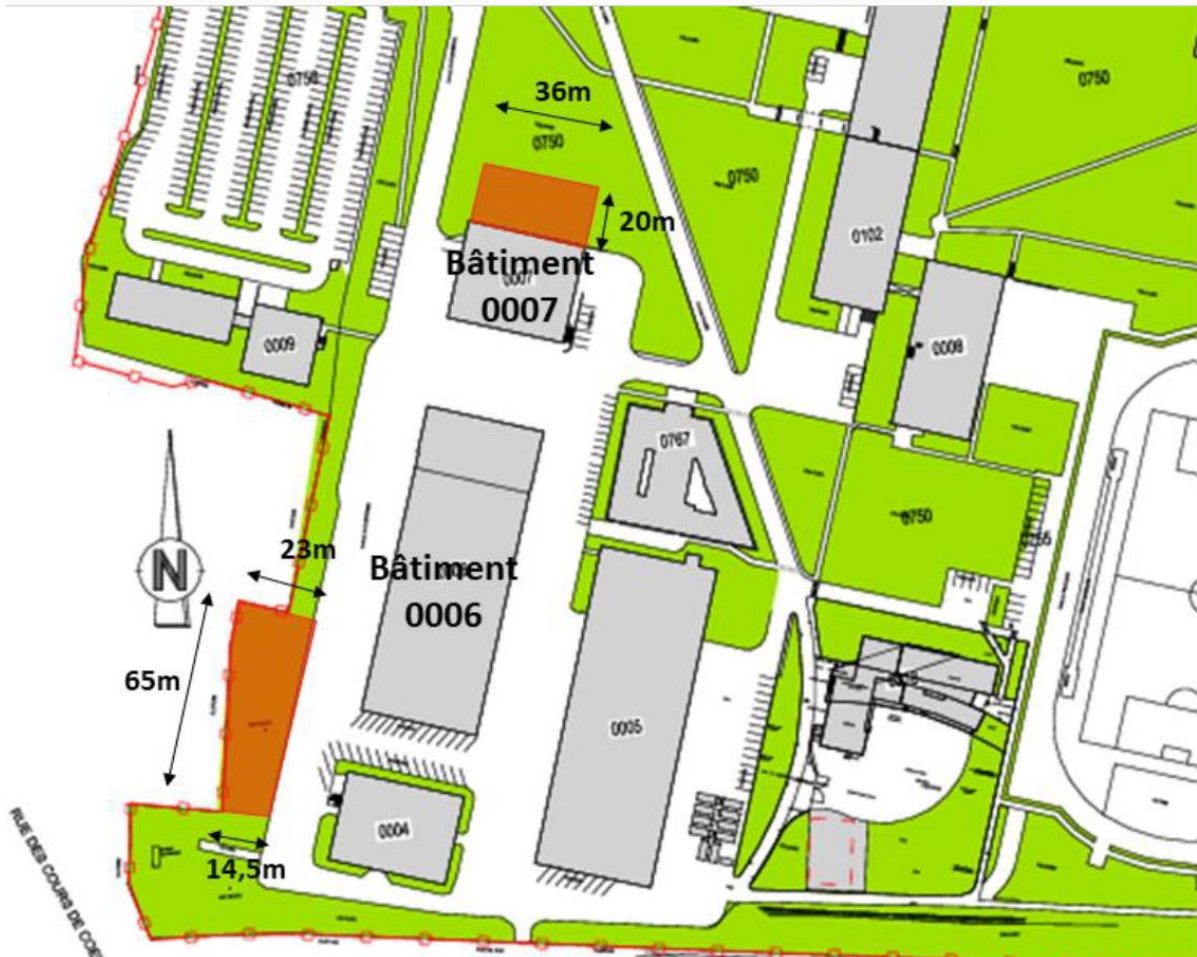




## 2. Objet du Marché:

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet une mission **géotechnique G1 ES-PGC** sur l'emprise dédiée aux futurs bâtiments SCORPION E2. L'objectif étant de reconnaître les sols et d'identifier les risques du site, suivant les prescriptions de la NF P 94-500.

Zones à investiguer : zones en rouge



### *Description de la prestation :*

#### **Etude géotechnique préalable (G1) – Etude de site (ES) & Principes Généraux de Construction (PGC) :**

La phase G1 ES (Etude de Site) permettra de définir un modèle géologique préliminaire en amont du programme.

L'objectif de cette phase PGC est de donner des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade d'ESQUISSE et/ou APS de l'ouvrage ainsi que certains principes généraux de construction envisageables. Cette phase s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

Cette mission comporte :

- La définition si besoin d'un programme d'investigations géotechniques spécifiques, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats ;
- Un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade de l'étude (première approche de la zone d'influence géotechnique, horizons porteurs...) ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

La prestation comprend :

- Tous les déplacements liés à la mission
- La rédaction et la fourniture des rapports finaux d'analyse (1 exemplaire papier couleur, 1 sur format dématérialisé en pdf)
- Les réunions nécessaires à la réalisation de la mission ainsi que la présentation du rapport si nécessaire.
- 1 ou plusieurs sondages destructifs
- Tous les tests et essais in-situ ou en laboratoire nécessaires à la réalisation du rapport final

Livrables :

Le titulaire finalisera toute étude géotechniques réalisée dans le cadre d'une mission G1, par la livraison d'un « rapport d'étude géotechnique » qui comprendra au minimum :

- o Une page de couverture présentant de manière pertinente l'objet de l'étude, le numéro d'immeuble concerné et sa localisation ;
- o La référence de la commande ;
- o Les rappels des normes utilisées ;
- o Les conditions de réalisation de la mission ;
- o Les plans, croquis et photographies ;
- o Les notes techniques et de calcul ;
- o Les analyses et compte-rendu de sondages et essais ;
- o Une synthèse des documents existants, des enquêtes menées, des réunions de travail, des résultats de reconnaissance, des simulations, des données et contraintes du projet ;
- o Une interprétation des résultats donnant les hypothèses de dimensionnement, les méthodes d'interprétation, les difficultés, les recommandations...
- o Une note de synthèse présentant les conclusions de l'ingénieur géotechnicien.

### **Contacts :**

Le titulaire peut à tout moment prendre contact avec les différents acteurs de la maîtrise d'ouvrage et les parties prenantes afin d'obtenir tous les renseignements ou précisions nécessaires à la réalisation de sa mission. Il convient d'en rendre compte obligatoirement au conducteur d'opération (CO) par courriel ou téléphone dans un premier temps, puis par l'envoi d'un courrier officiel qui sera archivé.

Le CO, interlocuteur du titulaire sera :

<b>Mme Ines PADILLA</b> Conducteur d'opérations
Service d'infrastructure de la Défense Nord-Ouest Sous-direction Investissement
Bureau Conduite des Opérations de Rennes Quartier Margueritte BP 14 35998 RENNES Cedex 9 Tél : 0223352434/ 06 27 81 96 41 Courriel : ines.padilla@intradef.gouv.fr

Avant tout début de la prestation, un plan de prévention sera établi avec le chargé de prévention du site pour définir et arrêter les conditions d'intervention.

### **3. Avancement du projet :**

L'Etude de faisabilité a été réalisée par un externe. Les programmes sont lancés et seront réalisés par un programmeur.

### **4. Modalités particulières d'exécution :**

La société sera tenue pour responsable de tous les dommages matériels ou corporels résultant de la préparation et de l'exécution de ses travaux.

#### ***Inspection du travail compétente :***

Il est précisé que l'Inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Adresse:

Inspection du travail dans les armées  
60 boulevard du Général Martial Valin  
CS 21 623 - PC 066  
75 509 PARIS cedex 15

#### ***Protection de la santé :***

Le présent titulaire est responsable d'exécuter ses travaux dans le respect :

- de la réglementation civile en vigueur pour tout chantier de travaux publics ;
- de l'Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense;
- du contenu du plan de prévention rédigé par le chargé de prévention local préalablement à toute intervention.

Le règlement complet d'accès au Quartier militaire concerné sera donné au présent titulaire dans le cadre de l'élaboration préalable de ce plan de prévention.

Tout manquement ou non-respect de l'une des dispositions citées en supra entraînera une suppression immédiate de l'autorisation d'accès du ou des contrevenants. Le présent titulaire en assurera alors pleinement les conséquences.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

***Accidents du travail :***

Le titulaire s'engage à saisir immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout accident survenant à l'un de ses agents dans le cadre du présent marché.

***Horaires d'accès au site :***

L'accès au site n'est autorisé que pendant les créneaux suivants :

- Du lundi au jeudi : 8H00 – 12H00 et 12h45 – 17H00
- Le vendredi : 8H00 – 11h30

Lorsqu'une entreprise veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

Toute demande de dérogation pour intervenir en dehors des horaires ci-dessus devra être adressée au maître d'ouvrage au-moins 1 semaine à l'avance.

**5. Mesures de sécurité intéressant la Défense :**

Le présent marché est classé : non protégé

Les personnels de l'entreprise amenés à travailler sur cette mission et/ou à se rendre sur site doivent disposer d'un CPR valide.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des enquêtes administratives est d'environ 8 semaines. Le titulaire tiendra compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations

**6. Mesures de sécurité intéressant la Défense :**

Le titulaire s'engage à prendre connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020, relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant à son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent ayant reçu préalablement formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Le titulaire sera amené à réaliser une inspection préalable de prévention avec le chargé de prévention du site.

L'inspection du travail dans les armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière d'hygiène et sécurité du travail.